Curriculum vitæ académique Blandine MALLEVAEY



Docteur HDR en Droit privé et sciences criminelles

Professeur de Droit privé et sciences criminelles
Faculté de droit de l'Université catholique de Lille

Titulaire de la Chaire de recherche Enfance et familles
Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit

Champs de compétence :
Droit civil et pénal des personnes,
de la famille et de l'enfant

blandine.mallevaey@univ-catholille.fr

06 72 72 46 90

I. Emplois académiques principaux

II. Diplômes et formations universitaires

III. Activités scientifiques

III.1. **Responsabilités scientifiques et directions de thèses**
III.2. **Publications scientifiques**
III.2.1. Directions d'ouvrages scientifiques collectifs
III. 2.2 Coordination de numéro spécial d'une revue scientifique
III.2.3. Articles scientifiques dans des revues à comité de lecture
III.2.4. Articles et chapitres publiés dans des ouvrages scientifiques collectifs
III.2.5 Commentaires de jurisprudence et chroniques d'actualité juridique publiés dans des revues à comité de lecture
III.2.6. Rapports de recherche
III.2.7 Encyclopédies juridiques
III.3. **Manifestations scientifiques**
III.3.1. Communications, conférences, animations de tables rondes, rapports de synthèse
III.3.2. Coordinations de comités scientifiques et organisations de manifestations scientifiques
III.3.3. Participations à l'organisation de manifestations scientifiques
III.4. **Participations à des projets de recherche**
III.5. **Participations à des comités de lecture et révisions d'ouvrages et d'articles**
III.6. **Participations à des jurys de soutenance de thèse et d'habilitation à diriger des recherches et à des comités de suivi de thèse**
III.7. **Expertises issues de la recherche**
III.8. **Autres activités en lien avec la recherche**

IV. Activités pédagogiques

IV.1. **Responsabilités pédagogiques**
IV.1.1. Conceptions de programmes pédagogiques et directions de formations
IV.1.2. Codirections de formations
IV.2. **Enseignements**
IV.2.1. Cours magistraux et travaux encadrés
IV.2.2. Formations des professionnels
IV.3. **Directions de mémoires de recherche et participations à des jurys de soutenance**
IV.3.1. Directions de mémoires de recherche d'étudiants de Master 2
IV.3.2. Participations à des jurys de soutenance de mémoires de recherche
IV.3.3. Directions de mémoires d'étudiants de l'ENPJJ
IV.4. **Organisations et animations de séminaires**
IV.5. **Autres activités en lien avec la pédagogie**

I. EMPLOIS ACADÉMIQUES PRINCIPAUX

Depuis 2020 : **Professeur de Droit privé et sciences criminelles** à la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, membre du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

2016-2020 : **Maître de conférences en Droit privé et sciences criminelles** à la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, membre du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

2010-2015 : **Assistant doctorant en Droit privé et sciences criminelles** à la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (contrat financé à 50 % pendant 3 ans par une allocation de recherche de Lille métropole communauté urbaine).

II. DIPLÔMES ET FORMATION UNIVERSITAIRES

2019-2020 : **Habilitation à diriger des recherches en Droit privé et sciences criminelles** : *Protection et autonomie : la conciliation de deux exigences au service de l'intérêt supérieur de l'enfant* (dir. Joëlle VASSAUX).
Université d'Artois (Centre droit, éthique et procédures – UR 2471).

2010-2015 : **Doctorat de Droit privé et sciences criminelles** : thèse sur *L'audition du mineur dans le procès civil* (dir. Joëlle VASSAUX).
Université d'Artois (Centre droit, éthique et procédures – EA 2471).
Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, l'autorisation de publication en l'état et l'autorisation de concourir aux prix de thèse.

2008-2009 : **Master 2 Droit, activités économiques et sociales, spécialité Direction et responsabilités dans le champ social** ; Mention bien, major de promotion.
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université Lille II.
Sujet du mémoire de recherche : *Le secret professionnel en protection de l'enfance* (dir. Vincent DUPONT et Christian LEMAN).

2007-2008 : **Master 2 Droit privé et sciences criminelles, spécialité Études pénales et criminelles** ; Mention bien.
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université Lille II.
Sujet du mémoire de recherche : *L'emprisonnement et la détention des mineurs délinquants* (dir. Alain PROTHAIS et Armelle TABARY).

2006-2007 : **Master 1 Droit privé et sciences criminelles** ; Mention assez bien.
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université Lille II.

2003-2006 : **Licence de Droit** ; Mention bien.
Faculté de droit, Université catholique de Lille.

III. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

III.1. Responsabilités scientifiques et directions de thèses

• **Titulaire d'une Chaire de recherche** :

- **Chaire Enfance et familles**, attachée au Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (depuis 2019).

- **Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant**, attachée au Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2016-2019).

• **Responsable scientifique de la recherche « Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales »** : recherche pluridisciplinaire biennale (2016 - 2018) portée par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, soutenue financièrement par le GIP Mission de recherche Droit et justice (Ministère de la Justice – CNRS).

• **Directions de thèses** :

Thèses soutenues :

[5] **« L'appréhension juridique des relations d'emprise au sein de la famille »**, thèse soutenue le 18 juin 2026 par Anastasia CONROUX, Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit, Université catholique de Lille (depuis octobre 2022) (2ème prix de thèse de la Commission recherche de l'Université catholique de Lille).

[4] **« Que doivent les parents à leurs futurs enfants ? »**, thèse soutenue le 17 décembre 2025 par Héloïse MICHELON (dir. avec Malik BOZZO-REI, ETHICS – EA 7446), Université catholique de Lille (3ème prix de thèse de la Commission recherche de l'Université catholique de Lille).

[3] **« Les relations entre enfant et parent(s) à l'épreuve de la détention »**, thèse soutenue le 26 septembre 2025 par Florian WATIER, Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit, Université catholique de Lille (3ème prix de thèse de la Commission recherche de l'Université catholique de Lille).

[2] **« L'instrumentalisation de l'enfant mineur par ses parents »**, thèse soutenue le 19 juin 2023 par Marion ROUSSEAUX, Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit, Université catholique de Lille (lauréate du prix de thèse de la Commission recherche de l'Université catholique de Lille).

[1] **« La protection des mineurs non accompagnés en France »**, thèse soutenue le 8 avril 2022 par Léa JARDIN (dir. avec Julian FERNANDEZ, Université Paris II Panthéon-Assas), Centre Thucydide – UR 3049 (lauréate du prix de thèse de l'Association française des docteurs en droit, mention Action humanitaire et droits de l'Homme, du prix de thèse de la Commission recherche de l'Université catholique de Lille et de la mention de l'Université décerné par le Conseil de la recherche de l'Université Paris Panthéon-Assas).
Thèse publiée : ***La protection des mineurs non accompagnés en France***, préface de Julian FERNANDEZ et Blandine MALLEVAEY, Bibliothèque de droit public, Tome n° 347, LGDJ – Lextenso, 695 p.

Thèse en préparation :

[1] **« Le droit d'accès aux origines personnelles »**, thèse préparée par Maddy LEURENT (dir. avec Alice CARAVETTA), Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit, Université catholique de Lille (depuis janvier 2025).

III.2. Publications scientifiques

III.2.1. Directions d'ouvrages scientifiques collectifs

[6] **« Les violences faites à l'enfance »** (dir. Avec Anastasia CONROUX), à paraître en 2027 aux Presses universitaires du Septentrion, coll. Thesmos – Penser le droit, questionner le monde.

[5] **« Femmes, droit et société »**, coll. Colloques & essais, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2026, 274 p.

[4] **« L'âge en droit de l'enfance, de la famille et des personnes »** (dir. avec Léa JARDIN), coll. Colloques & essais, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2024, 285 p.

[3] **« Vulnérabilités et accès au juge »** (dir. avec Romain LAULIER), coll. Transition & justice, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2023, 348 p.

[2] **« "Aliénation parentale" : regards croisés »**, coll. Droit privé et sciences criminelles, Mare & Martin, 2022, 283 p.

[1] **« L'enfant et le sexe »** (dir. avec Alice FRETIN), coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2021, 326 p.

III.2.2. Coordination de numéro spécial d'une revue scientifique

Coordination du n° spécial **« 20 ans de la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance »**, à paraître dans la revue *Lexbase famille patrimoine personnes* en mars 2027.

III.2.3. Articles scientifiques publiés dans des revues à comité de lecture

Les revues marquées d'un astérisque ont été référencées par le HCERES en droit.

[27] **« Présence obligatoire d'un avocat pour le mineur en assistance éducative : une réelle avancée pour les droits et la protection des enfants ou un impensé juridique et organisationnel ? »**, *Revue juridique personnes et famille** n° 316, novembre 2026, p.3.

[26] **« Nouveau guide sur l'exercice des actes relevant de l'autorité parentale pour les enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance »**, *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 16, mai 2026.

[25] **« Limitation de la procréation : réflexions sous le prisme des droits fondamentaux et de l'intérêt supérieur de l'enfant »**, *Revue d'études benthamiennes* n° 27, novembre 2025.

[24] **« Recommandation du Conseil de l'Europe sur l'intérêt supérieur et les droits de l'enfant en contexte de séparation parentale : quels attendus pour la France ? »**, *Actualité juridique famille** octobre 2025, p. 524.

[23] **« L'avenir de l'audition de l'enfant par le JAF est-il dans sa délégation à un auditeur d'enfants ? Réflexions à l'aune de la convention montpelliéraine sur la délégation d'auditions »**, *Actualité juridique famille** octobre 2025, p. 528.

[22] **« De la puissance paternelle à l'autorité parentale …à la responsabilité parentale ? »**, *Revue juridique personnes et famille** n° 302, juillet-août 2025, p. 4.

[21] **« L'avenir de l'emprise en droit. La poursuite de la co-construction d'une notion aux impacts potentiels multiples »** (avec Cathy POMART et Anastasia CONROUX), *Droit de la famille** n° 6, juin 2025, étude 18.

[20] **« L'exercice de l'autorité parentale dans le cadre d'une mesure d'assistance éducative »**, *Actualité juridique famille** mai 2025, p. 264.

[19] **« Toutes les vérités sont-elles bonnes à lire ? Regards sur la notification obligatoire à l'enfant capable de discernement des décisions d'assistance éducative »**, *Revue juridique personnes et famille** n° 299, avril 2025, p. 4.

[18] **« Autodétermination, autonomie personnelle et participation de l'enfant mineur aux décisions »**, *Archivio giuridico sassarese* (Italie) mars 2025, p. 91 (n° spécial sur « L'autodétermination du mineur », dir. Maria Teresa NURRA et Margot MUSSON).

[17] **« La loi du 18 mars 2024 permettra-t-elle réellement de mieux protéger les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales ? »**, *Petites affiches* n° 7-8, juillet-août 2024, p. 13.

[16] **« Détermination par deux décrets des modalités de mise en œuvre du parrainage et du mentorat en protection de l'enfance »**, *Actualité juridique famille** juin 2024, p. 341.

[15] **« Loi du 18 mars 2024 sur les violences intrafamiliales : une meilleure protection des enfants ? »**, *Recueil Dalloz** n° 16, 25 avril 2024, p. 816.

[14] **« Loi du 19 février 2024 sur le droit des enfants au respect de leur image : l'illustration parfaite d'un texte incohérent, inutile et incomplet ? »**, *Petites affiches* n° 5, mai 2024, p. 36.

[13] **« Examen des rapports de la France par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies : un bilan pour le moins mitigé »**, *Revue juridique personnes et famille** n° 10, octobre 2023, p. 21.

[12] **« Décret du 23 janvier 2023 portant application des dispositions du règlement "Bruxelles II *ter*" relatives à l'audition de l'enfant : que d'occasions manquées ! »**, *Actualité juridique famille** février 2023, p. 107.

[11] **« Parole de l'enfant et justice familiale : observations et préconisations »**, *Droit de la famille** n° 11, novembre 2022, étude 19.

[10] **« Regards croisés sur l'audition amiable de l'enfant »** (avec Anne Marion DE CAYEUX), *Droit de la famille** n° 11, novembre 2022, étude 21.

[9] **« Évaluer le discernement : une perspective biopsychosociale »** (avec Maïté BRUNEL et Nathalie PRZYGODZKI-LIONET), *Pratiques psychologiques*, septembre 2021, p. 225 (revue ayant été référencée par le HCERES en psychologie et sciences cognitives).

[8] **« Loi du 28 décembre 2019 et exercice de l'autorité parentale : quand la protection des victimes de violences intrafamiliales devient source d'insécurité juridique »**, *Petites affiches* n° 77, 19 avril 2021, p. 9.

[7] **« Regards sur 30 ans d'application de l'article 12 de la Convention de New York sur la participation de l'enfant »**, *Revue trimestrielle de droit civil** 2020, p. 291.

[6] **« Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales »**, *Actualité juridique famille** mars 2019, p. 139.

[5] **« Audition de l'enfant : pour une présomption de discernement à partir de 10 ans »**, *Gazette du Palais** n° 9, 5 mars 2019, p. 10.

[4] **« Divorce sans juge : les risques à l'égard des époux »**, *Petites affiches* n° 236, 27 novembre 2017, p. 13.

[3] **« L'intérêt de l'enfant et la réforme du divorce par consentement mutuel »**, *Petites affiches* n° 129, 29 juin 2017, p. 6.

[2] **« L'audition du mineur dans le procès civil »**, *Droit de la famille** n°10, octobre 2016.

[1] **« La parole de l'enfant en justice »**, *Recherches familiales* n° 9, janvier 2012, p. 117 (revue ayant été référencée par le HCERES en sociologie et en démographie).

III.2.4. Articles et chapitres publiés dans des ouvrages scientifiques collectifs

[17] **« La "silenciation des enfants" par le droit »**, *in* : *Les violences faites à l'enfance*, dir. Blandine MALLEVAEY et Anastasia CONROUX, à paraître en 2027 aux Presses universitaires du Septentrion, coll. Thesmos – Penser le droit, questionner le monde.

[16] **« La protection des mères victimes de violences conjugales par le droit de l'autorité parentale »**, *in* : *Femmes, droit et société*, dir. Blandine MALLEVAEY, coll. Colloques & essais, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2026, p. 41.

[15] **« Regards sur le droit français et les pratiques en matière de participation de l'enfant aux décisions consécutives à la séparation de ses parents »** *in* : *L'enfant et le conflit familial : quelle participation ?*, dir. Nathalie DANDOY, Larcier Intersentia (Belgique), 2025, p. 131.

[14] **« L'intérêt supérieur de l'enfant dans les séparations parentales »**, *in* : *L'efficacité de la protection de l'enfance en France et à l'échelle européenne*, dir. Clotilde BRUNETTI-PONS et Nathalie BAILLON-WIRTZ, Mare & Martin, 2025, p. 223.

[13] **« L'articulation des critères de l'âge et du discernement en matière de participation de l'enfant aux décisions familiales »**, *in* : *L'âge en droit de l'enfance, de la famille et des personnes*, dir. Blandine MALLEVAEY et Léa JARDIN, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2024, p. 17.

[12] **« La loi peut-elle à elle seule protéger les enfants de l'inceste ? »**, *in* : *La sexualité de la jeunesse*, dir. François-Xavier ROUX-DEMARE, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2024, p. 245.

[11] **« Entendre l'enfant dans les procédures de séparation parentale : comment prendre le temps ? »**, *in* : *Le temps, la séparation parentale, l'enfant et la justice : entre urgence et prudence*, dir. Fabien BACRO, Caroline SIFFREIN-BLANC, Guillaume KESSLER et Michel GRANGEAT, Presses universitaires de Rennes, 2023, p. 213.

[10] **« Pour un renouveau de l'accès de l'enfant mineur au juge aux affaires familiales »**, *in* : *Vulnérabilités et accès au juge*, dir. Romain LAULIER et Blandine MALLEVAEY, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2023, p. 113.

[9] **« Volontés et conséquences du divorce à l'égard de l'enfant »**, *in* : *L'autonomie de la volonté dans les relations familiales*, dir. Giovanna CHIAPETTA et Fanny VASSEUR-LAMBRY, Edizioni scientifiche Italiane (Italie), 2023, p. 171.

[8] **« Children's access to and participation in the family justice system in France »**, *in* : *Children's access to Justice*, dir. Mona PARE, Mariëlle BRUNING, Thierry MOREAU et Caroline SIFFREIN-BLANC, Intersentia (Royaume-Uni), 2022, p. 71.

[7] **« La prise en considération de la parole et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la procédure d'adoption »**, *in* : *Enfant, famille, justice. Une femme à l'écoute de son siècle – Mélanges en l'honneur d'Emma Gounot*, dir. Valérie AUBOURG, Bernard MEUNIER, Fabrice TOULIEUX, Hugues FULCHIRON, Mare & Martin, 2022, p. 137.

[6] **« Accès et participation de l'enfant à la justice familiale en France : limites, paradoxes et préconisations »**, *in* : *Accès et participation des enfants à la justice : bilan critique*, dir. Mona PARE, Mariëlle BRUNING, Thierry MOREAU et Caroline SIFFREIN-BLANC, coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2022, p. 57.

[5] **« "Aliénation parentale" : bilans, enjeux et perspectives »**, *in* : *« Aliénation parentale » : regards croisés*, dir. Blandine MALLEVAEY, coll. Droit privé et sciences criminelles, Mare & Martin, 2022, p. 263.

[4] **« La protection judiciaire de l'enfant face au comportement sexuel de ses parents »**, *in* : *L'enfant et le sexe*, dir. Blandine MALLEVAEY et Alice FRETIN, coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2021, p. 189.

[3] **« Comment recueillir la parole d'enfants victimes d'infractions sexuelles ? »** (avec Romain JOB), *in* : *L'enfant et le sexe*, dir. Blandine MALLEVAEY et Alice FRETIN, coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2021, p. 163.

[2] **« La parole de l'enfant dans les procédures familiales en France »**, *in* : *La parole de l'enfant au bénéfice de ses droits*, dir. Yves DENECHERE, coll. Mondes de l'enfance, Presses universitaires de Liège (Belgique), 2019, p. 79.

[1] **« La peine : le prix du crime ? »** (avec Nicolas VAILLANT et Rustam ROMANIUC), *in* : *Du sens de la peine*, dir. Franck LUDWICZAK et Jean MOTTE DIT FALISSE, L'Harmattan, 2018, p. 147.

III.2.5. Commentaires de jurisprudence et chroniques d'actualité juridique publiés dans des revues à comité de lecture

Les revues marquées d'un astérisque ont été référencées par le HCERES en droit.

[73] **« Présence des enfants mineurs lors des violences conjugales et retrait de l'autorité parentale : d'opportunes des précisions jurisprudentielles »** (commentaire de l'arrêt Cass. crim., 23 septembre 2026, n° 25-85.955), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 21, novembre 2026.

[73] **« La régularité de la procédure de maintien d'un mineur non accompagné en zone d'attente à l'épreuve de l'indisponibilité des administrateurs *ad hoc* »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 1er juillet 2026, n° 24-22.478), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 20, octobre 2026.

[72] **« L'interdiction de sortie du territoire peut être cantonnée au seul parent présentant un risque »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 1er juillet 2026, n° 25-21.064), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 19, septembre 2026.

[71] **« Assistance éducative : les juges ne peuvent se dispenser d'auditionner le mineur capable de discernement »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 1er juillet 2026, n° 25-12.185), *Actualité juridique famille** septembre 2026, p. 517.

[70] **« Adoption après une assistance médicale à la procréation réalisée à l'étranger : le consentement du mineur de plus de 13 ans est exigé »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 10 juin 2026, n° 25-11.152), *Actualité juridique famille** septembre 2026, p. 511.

[69] **« Exigence de motivation du refus d'entendre l'enfant mineur fondé sur son défaut de discernement »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 10 juin 2026, n° 24-22.217), *Actualité juridique famille** septembre 2026, p. 515.

[68] **« Droit de visite d'un parent en espace de rencontre : le juge aux affaires familiales doit préciser la durée de la mesure et celle des visites »** (observations sur les arrêts Cass. 1re civ., 10 juin 2026, n° 24-22.274 et Cass. 1re civ., 1er juillet 2026, n° 25-15.191), *Actualité juridique famille** septembre 2026, p. 520.

[67] **« Circoncision : vers la reconnaissance d'un droit de véto au profit de l'enfant mineur ?** (commentaire de l'arrêt Cass. crim., 15 avril 2026, n° 26-80.585), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 18, juillet 2026.

[66] **« Le mineur peut être entendu dans la procédure visant à la délivrance d'une ordonnance de protection »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 20 mai 2026, n° 24-15.753), *Actualité juridique famille** juillet 2026, p. 436.

[65] **« Audition du mineur et délégation de l'exercice de l'autorité parentale : qui informe l'enfant de ses droits ? »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 20 mai 2026, n° 25-11.801), *Actualité juridique famille** juillet 2026, p. 434.

[64] **« Droit de visite "médiatisé" : quelles obligations pour le juge aux affaires familiales et pour le juge des enfants ? »** (commentaire des arrêts Cass. 1re civ., 15 avril 2026, n° 24-14.469, n° 24-22.346, n° 25-10.522 et n° 25-11.679), *Actualité juridique famille** juillet 2026, p. 432.

[63] **« Retrait de l'exercice de l'autorité parentale par le juge pénal : l'absence de demande du parent victime est indifférente »** (commentaire de l'arrêt Cass. crim., 13 mai 2026, n° 25-84.212), *Actualité juridique famille** mai 2026, p. 372.

[62] **« Pas de renouvellement tardif mais un nouveau placement possible : précisions sur l'office du juge des enfants et de la cour d'appel en assistance éducative »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 15 avril 2026, n° 25-14.116), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 16, mai 2026.

[61] **« Délégation de l'exercice de l'autorité parentale : appréciation de l'impossibilité partielle d'exercer l'autorité parentale »** (observations sur l'arrêt Cass. 1re civ., 25 mars 2026, n° 24-12.649), *Actualité juridique famille** mai 2026, p. 294.

[60] **« Impossibilité pour la juridiction pénale de retirer son autorité parentale à l'auteur de crimes commis sur l'enfant mineur de son conjoint »** (commentaire de l'arrêt Cass. crim., 4 mars 2026, n° 25-82.219), *Revue juridique personnes et famille** n° 310, avril 2026, p. 33.

[59] **« L'intérêt de l'enfant ne saurait justifier le rejet de sa demande d'audition »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 4 mars 2026, n° 24-11.620), *Actualité juridique famille** avril 2026, p. 238.

[58] **« Agressions sexuelles qualifiées d'incestueuses : comment établir l'autorité de fait entre l'auteur et la victime ? »** (observations sur l'arrêt Cass. crim., 11 février 2026, n° 25-82.254), *Actualité juridique famille** avril 2026, p. 243.

[57] **« Défaut de notification du changement de domicile en contexte de violences intrafamiliales : *quid* de l'état de nécessité ? »** (observations sur l'arrêt Cass. crim., 11 février 2026, n° 23-84.629), *Actualité juridique famille** avril 2026, p. 241.

[56] **« Si adoption "sur" adoption ne vaut, adoption "et" adoption par les beaux-parents sont-elles possibles ? »** (commentaire du jugement tribunal judiciaire de Lille, 13 octobre 2025, n° 24/14129), *Actualité juridique famille** mars 2026, p. 169.

[55] **« Office du juge aux affaires familiales en présence d'une décision antérieure du juge des enfants sur le droit de visite d'un parent »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 4 février 2026, n° 24-12.995), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 14, mars 2026.

[54] **« Éducation et violences : mise au point salutaire sur l'inexistence d'un droit de correction des parents »** (commentaire de l'arrêt Cass. crim., 14 janvier 2026, n° 24-83.360), *Revue juridique personnes et famille** n° 308, février 2026, p. 44.

[53] **« Déclaration judiciaire de délaissement, empêchement parental et intérêt supérieur de l'enfant »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 10 décembre 2025, n° 24-18.849), *Revue juridique personnes et famille** n° 308, février 2026, p. 41.

[52] **« Assistance éducative : le danger ne doit pas nécessairement résulter d'une carence des parents »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 14 janvier 2026, n° 24-22.926), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 13, février 2026.

[51] **« Information de l'enfant sur son droit d'être entendu dans les procédures familiales : quelles obligations pour les parents et pour le juge ? »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 10 décembre 2025, n° 24-11.604), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 12, janvier 2026.

[50] **« Nécessaire détermination par le JAF de la durée et de la fréquence des visites en espace de rencontre »** (observations sur l'arrêt Cass. 1re civ., 19 novembre 2025, n° 24-10.325), *Actualité juridique famille** janvier 2026, p. 48.

[49] **« Retrait total de l'autorité parentale et perte automatique du droit de visite »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 1er octobre 2025, n° 24-10.369), *Revue juridique personnes et famille** n° 306, décembre 2025, p. 41.

[48] **« Refus de consentement à l'adoption et appréciation du désintérêt parental risquant de compromettre la santé ou la moralité de l'enfant »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 1er octobre 2025, n° 24-12.533), *Actualité juridique famille** décembre 2025, p. 657.

[47] **« Circonstances permettant la suppression de la contribution à l'entretien de l'enfant majeur : la charge de la preuve pèse sur le parent débiteur »** (observations sur l'arrêt Cass. 1re civ., 19 novembre 2025, n° 23-12.415), *Actualité juridique famille** décembre 2025, p. 661.

[46] **« Adoption sur adoption ne vaut toujours pas ou l'impossible adoption d'un enfant par chacun de ses beaux-parents »** (commentaire de la décision Cons. constit., 9 octobre 2025, n° 2025-1170 QPC), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 10, 12 novembre 2025.

[45] **« Devoir de vigilance de la banque et consentement des deux parents aux virements effectués depuis le compte d'épargne de leur enfant mineur »** (commentaire de l'arrêt Cass. com., 12 juin 2025, n° 24-13.604), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 9, octobre 2025.

[44] **« Clarifications sur l'audition de l'enfant dans la procédure d'assistance éducative »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 12 juin 2025, n° 22-23.646), *Lexbase famille patrimoine personnes* n° 8, septembre 2025.

[43] **« Contrôle opéré par la Cour de cassation sur les motifs de rejet de la demande d'audition d'un mineur formée par une partie à la procédure »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 12 juin 2025, n° 23-13.900), *Actualité juridique famille** juillet-août 2025, p. 401.

[42] **« Opportunité du retrait de l'autorité parentale, protection et intérêt de l'enfant »** (commentaire de l'arrêt Cass. crim., 26 mars 2025, n° 24-82.966), *Actualité juridique famille** mai 2025, p. 282.

[41] **« Déclaration judiciaire de délaissement parental : l'exercice de l'autorité parentale doit être délégué dans la même décision »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 26 mars 2025, n° 23-10.795 et 23-10.796), *Actualité juridique famille** mai 2025, p. 284.

[40] **« Droit de visite en espace de rencontre et compétences respectives du juge aux affaires familiales et du juge des enfants »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 26 mars 2025, n° 23-14.660), *Actualité juridique famille** mai 2025, p. 285.

[39] **« Ordonnance de protection des victimes de violences conjugales et exercice de l'autorité parentale »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 5 février 2025, n° 23-13.181), *Actualité juridique famille** avril 2025, p. 231.

[38] **« Autorité parentale : exercice conjoint ou exclusif, mais pas d'entre-deux »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 5 mars 2025, n° 22-20.631), *Actualité juridique famille** avril 2025, p. 227.

[37] **« Le juge aux affaires familiales doit déterminer la durée du droit de visite parental en espace de rencontre »** (observations sur l'arrêt Cass. 1re civ., 5 mars 2025, n° 23-14.551), *Actualité juridique famille** avril 2025, p. 228.

[36] **« Audition de l'enfant et contestation de filiation : complexité de la procédure ne signifie pas défaut de discernement »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 15 janvier 2025, n° 22-19.312), *Actualité juridique famille** mars 2025, p. 181.

[35] **« Durées du droit de visite parental en présence d'un tiers et office du juge des enfants »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 15 janvier 2025, n° 22-22.631), *Actualité juridique famille** mars 2025, p. 173.

[34] **« Audition tardive de l'enfant en matière familiale : une note en délibéré peut être accompagnée de pièces justificatives »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 18 décembre 2024, n° 24-16.113), *Actualité juridique famille** mars 2025, p. 175.

[33] **« Quand l'imprécision du juge aux affaires familiales sur le droit de visite n'empêche pas la condamnation pénale pour non-représentation d'enfant »** (commentaire de l'arrêt Cass. crim., 14 novembre 2024, n° 22-85.934), *Actualité juridique famille** mars 2025, p. 176.

[32] **« Droit de visite d'un parent en espace de rencontre : cent fois sur le métier la Cour de cassation remettra son ouvrage »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 12 juin 2024, n° 22-15.694), *Actualité juridique famille** octobre 2024, p. 519.

[31] **« Multiples violations du droit des enfants d'être entendus en matière familiale : la Cour de cassation obligée de rappeler les fondamentaux »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 17 janvier 2024, n° 21-24.296), *Actualité juridique famille** mars 2024, p. 162.

[30] **« Renouvellement du placement et droit de visite médiatisé : l'intérêt de l'enfant prime »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 18 octobre 2023, n° 22-11.883), *Actualité juridique famille** janvier 2024, p. 42.

Chronique d' « Actualité de la protection de l'enfance »…
[29] …**d'avril 2024**, *Actualité juridique famille** mai 2024, p. 273.
[28] …**de mars 2024**, *Actualité juridique famille** avril 2024, p. 185.
[27] …**de février 2024**, *Actualité juridique famille** mars 2024, p. 12.
[26] …**de janvier 2024**, *Actualité juridique famille** février 2024, p. 66.
[25] …**de décembre 2023**, *Actualité juridique famille** janvier 2024, p. 10.
[24] …**de novembre 2023**, *Actualité juridique famille** décembre 2023, p. 592.

[23] …**d'octobre 2023**, *Actualité juridique famille** novembre 2023, p. 538.

[22] **« Audition de l'enfant : le compte rendu aux parties n'est pas optionnel ! »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 12 juillet 2023, n° 21-19.362), *Actualité juridique famille** octobre 2023, p. 515.

[21] **« Quelles précisions doit contenir la décision rendue après audition de l'enfant en matière familiale ? »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 15 février 2023, n° 21-18.498), *Actualité juridique famille** avril 2023, p. 228.

[20] **« Déclaration judiciaire de délaissement parental et intérêt supérieur de l'enfant »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 30 novembre 2022, n° 20-22.903), *Actualité juridique famille** janvier 2023, p. 48.

[19] **« Indifférence du mariage "tardif" des parents sur l'exercice de l'autorité parentale »** (commentaire de l'avis Cass. 1re civ., 23 septembre 2020, n° 20-70.002), *Actu juridique* (Lextenso), 23 décembre 2022.

[18] **« Un droit de visite sans hébergement peut être octroyé au parent chez lequel l'enfant ne réside pas si son intérêt le justifie »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 16 novembre 2022, n° 21-11.528), *Actualité juridique famille** décembre 2022, p. 602.

[17] **« Audition de l'enfant en matière familiale : délégation de l'audition à un tiers et intérêt de l'enfant »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 22 juin 2022, n° 21-12.724), *Actualité juridique famille** septembre 2022, p. 433.

[16] **« Affaires familiales : le juge qui refuse d'entendre l'enfant doit en préciser les motifs dans sa décision »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 16 février 2022, n° 21-23.087), *Actualité juridique famille** mars 2022, p. 151.

[15] **« Audition de l'enfant en matière familiale : le juge n'est pas tenu de l'ordonner d'office »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 9 février 2022, n° 20-15.912), *Actualité juridique famille** mars 2022, p. 150.

[14] **« Utilisation du dossier d'assistance éducative dans une procédure devant le juge aux affaires familiales et respect du contradictoire »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 29 septembre 2021, n° 19-24.670), *Actualité juridique famille** novembre 2021, p. 627.

[13] **« Modalités du droit de visite d'un tiers en espace de rencontre et champ d'application de l'article 1180-5 du Code de procédure civile »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 8 juillet 2021, n° 21-14.035), *Actualité juridique famille** octobre 2021, p. 556.

[12] **« Refuser d'entendre un enfant au motif qu'il n'est pas capable de discernement ne suffit plus : les juges doivent s'en expliquer »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 14 avril 2021, n° 18-26.707), *Actualité juridique famille** juin 2021, p. 363.

[11] **« Modalités du droit de visite en espace de rencontre et office du juge en matière familiale »** (commentaire des arrêts Cass. 1re civ., 14 avril 2021, n° 19-21.690 et 19-21.024), *Actualité juridique famille** juin 2021, p. 365.

[10] **« Détermination des modalités du droit de visite médiatisé en assistance éducative : quel rôle pour le service gardien ? »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 10 février 2021, n° 19-24.640), *Actualité juridique famille** avril 2021, p. 234.

[9] **« Le droit à la parole de l'enfant à l'épreuve de son instrumentalisation parentale »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 3 octobre 2019, n° 18-19.311), *Petites affiches* n° 60, 25 mars 2021, p. 9.

[8] **« Procédure d'assistance éducative : l'audition du mineur discernant s'impose à la cour d'appel… sauf s'il a été entendu en première instance »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 2 décembre 2020, n° 19-20.184), *Actualité juridique famille** février 2021, p. 127.

[7] **« Audition de l'enfant et principe du contradictoire »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 19 septembre 2019, n° 18-15.633), *Droit de la famille** n° 12, décembre 2019, comm. 238.

[6] **« La parole de l'enfant manipulée »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 14 septembre 2017, n° 17-19.218), *Petites affiches* n° 139, 28 septembre 2018, p. 6.

[5] **« Droit de visite : qui décide ? »** (commentaire des arrêts Cass. 1re civ., 28 janvier 2015, n° 13-27.983, Cass. 1re civ., 28 mai 2015, n° 14-16.511, Cass. 1re civ., 10 juin 2015, n° 14-12.592 et Cass. 1re civ., 23 septembre 2015, n° 14-22.636), *Petites affiches* n° 242, 5 décembre 2016, p. 3.

[4] **« Les contours du droit d'expression en justice du mineur »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 10 juin 2015, n° 14-15.354), *Petites affiches* n° 160, 11 août 2016, p. 6.

[3] **« Étendue du contrôle opéré par les juges du fond sur la demande d'audition d'un mineur formée par les parties à la procédure »** (commentaire de l'arrêt Cass. 1re civ., 16 décembre 2015, n° 15-10.442), *La semaine juridique -édition générale-** n° 12, 21 mars 2016, 326.

[2] **« Refus de l'audition de l'enfant dans la procédure portant sur la fixation de la pension alimentaire »** (commentaire de l'arrêt CA Aix-en-Provence, 25 septembre 2014, n° 13/22303), *Petites affiches* n° 154, 4 août 2015, p. 7.

[1] **« Pratiques religieuses et intérêt de l'enfant »** (commentaire des arrêts CA Douai, 8 janvier 2013, n° 12/03506 et CA Paris, 26 septembre 2013, n° 12/19176), *Petites affiches* n° 154, 4 août 2014, p. 17.

III.2.6. Rapports de recherche

[2] **« Étude de faisabilité d'un instrument juridique sur la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les situations de séparation parentale »** (avec Nuala MOLE), Conseil de l'Europe, 2021, 108 p.

[1] **« Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales »** (dir.), Mission de recherche Droit et Justice, 2018, 228 p.

III.2.7. Encyclopédies juridiques et dictionnaires

• Définition de deux entrées dans le ***Dictionnaire de philosophie du droit***, dir. Henri BOUILLON (à paraître en 2027) :
- **« Autorité parentale »** ;
- **« Enfant »**.

• **Actualisation de fascicules de l'encyclopédie *JurisClasseur* Lexis** (depuis 2026) :
- **Champ d'application et conditions de l'assistance éducative** ;
- **Modalités et effets de l'assistance éducative** ;
- **Délégation de l'exercice de l'autorité parentale** ;
- **Retrait de l'autorité parentale** ;
- **Audition de l'enfant**.

III.3. Manifestations scientifiques

III.3.1. Communications, conférences, animations de tables rondes, rapports de synthèse

[58] **« Quel cadre juridique pour la parole des enfants en protection de l'enfance ? »** : communication lors du colloque « De l'enfant en danger à l'enfant placé : itinéraire de la parole de l'enfant » organisé à Lille le 2 février 2027 par la Chaire Enfance et familles et l'Association CLIA.

[57] **« La "silenciation des enfants" par le droit »** : communication lors du colloque « Violences faites à l'enfance : quelle place pour l'enfant dans la société en 2026 ? » organisé à Lille le 26 novembre 2026 par la Chaire Enfance et familles.

[56] **« Le discernement de l'enfant mineur : une notion plurielle et structurante »** : communication lors du colloque « Le discernement du mineur et l'avocat » organisé à Blois le 16 octobre 2026 par la Commission mineurs du Barreau de Blois.

[55] **« La protection des femmes victimes de violences conjugales par le droit de l'autorité parentale »** : communication lors du colloque « Femmes et violences » organisé à Lille le 24 mars 2026 par la promotion 2025-2026 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille.

[54] **« Protection, autonomie, intérêt supérieur de l'enfant… Entendre et écouter les enfants dans les conflits parentaux : pourquoi ? pour quoi ? »**, communication lors du colloque « L'enfant dans le conflit parental, du judiciaire à l'amiable, constats et perspectives » organisé à Paris le 13 mars 2026 par l'Association française des avocats de la famille et du patrimoine et l'Association des avocats de la paix.

[53] « **La participation de l'enfant : un droit fondamental au service de son intérêt supérieur »** : communication lors du colloque « L'audition de l'enfant en questions, en réponses et en actions » organisé à Paris le 20 novembre 2025 par l'Association CLIA et la Chaire Enfance et familles.

[52] **« Regards sur le droit français et les pratiques en matière de participation de l'enfant aux décisions dans le cadre des conflits familiaux »** : communication lors du colloque « La participation de l'enfant dans le processus de règlement judiciaire ou extrajudiciaire du conflit familial » organisé à Louvain-La-Neuve le 22 mai 2025 par le Centre de droit de la personne, de la famille et de son patrimoine de l'Université catholique de Louvain (Belgique).

[51] **« L'efficacité de l'instrument "intérêt supérieur de l'enfant" dans les séparations parentales »** : communication lors du colloque « L'efficacité de la protection de l'enfance en France et à l'échelle européenne » organisé à Paris le 17 janvier 2025 par l'Université de Reims, le Conseil supérieur du notariat et la Chaire Enfance et familles.

[50] **« L'emprise et l'enfant »** : introduction et animation du webinaire organisé par la Chaire Enfance et familles et le Centre de recherche juridique de l'Université de La Réunion le 28 novembre 2024 dans le cadre du cycle de conférences « Approche pluridisciplinaire de l'emprise ».

[49] **« De l'autorité parentale à la responsabilité parentale ? »** : communication lors du colloque « Les 35 ans de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant » organisé à Roubaix le 20 novembre 2024 par la Chaire Enfance et familles et l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

[48] **« L'emprise et le couple »** : introduction et animation du webinaire organisé par la Chaire Enfance et familles et le Centre de recherche juridique de l'Université de La Réunion le 17 octobre 2024 dans le cadre du cycle de conférences « Approche pluridisciplinaire de l'emprise ».

[47] **« Approche juridique du discernement des enfants »** : communication lors du colloque « Le discernement des enfants : regards croisés sur une notion évolutive » organisé à Paris le 28 juin 2024 par le collectif Justice des enfants.

[46] **« Les enjeux juridiques des maltraitances à l'égard des enfants »** : communication lors des journées d'études « Maltraitance sur le jeune enfant : de la négligence aux abus : comment observer, repérer, évaluer » organisées à Lille du 29 au 31 mai 2024 par la Fédération nationale des services sociaux spécialisés.

[45] **« Le devenir à l'âge adulte des enfants placés »** : discutante lors de la journée de remise du prix de thèse organisée à Lille le 28 mai 2024 par l'Observatoire national de la protection de l'enfance et la Fondation de France.

[44] **« Entendre les enfants : pourquoi ? pour quoi ? comment ? »** : communication lors du colloque « L'audition de la parole de l'enfant : pourquoi ? comment ? avec qui ? » organisé à Issy-les-Moulineaux le 23 novembre 2023 par le CLAVIM et l'Association LANAE.

[43] **« L'accès de l'enfant à la justice »** : conférence organisée à Saint-Denis le 30 octobre 2023 par le Centre de recherche juridique de l'Université de La Réunion.

[42] **« L'audition de l'enfant en justice »** : conférence organisée à Saint-Denis le 19 octobre 2023 par le Centre de recherche juridique de l'Université de La Réunion.

[41] **« Droits de l'enfant, séparations et conflits parentaux »** : communication lors du colloque « Les droits des enfants en action – Des éléments pour penser, des repères pour agir, des outils pour accompagner » organisé à Toulouse le 1er juin 2023 par la Maison des droits des enfants et des jeunes.

[40] **« L'enfant face à la séparation parentale »** : communication lors du colloque « Enfants et séparations » organisé à Lille le 13 avril 2023 par la promotion 2022-2023 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille.

[39] **« L'âge et le discernement de l'enfant en droit de la famille »** : communication lors du colloque « L'âge en droit des personnes, de la famille et de l'enfance » organisé à Lille le 19 janvier 2023 par la Chaire Enfance et familles.

[38] **« Limitation de la procréation : perspectives au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant »** : communication lors de la conférence « Faut-il limiter le droit d'avoir des enfants ? » organisée le 27 octobre 2022 par l'Université catholique de Lille dans le cadre de la Biennale ECOPOSS 2022.

[37] **« La participation de l'enfant aux décisions qui le concernent »** : conférence organisée le 11 octobre 2022 par l'Université Ming-Chuan (Taïwan).

[36] **« L'*inaccès* de l'enfant mineur au juge aux affaires familiales »** : communication lors du webinaire « Vulnérabilités et accès au juge en droit des personnes, de la famille et de l'enfance » organisé le 6 octobre 2022 par la Chaire Enfance et familles.

[35] **« L'intérêt de l'enfant dans le conflit parental : approche juridique et comparatiste »** : communication lors du colloque « Les conflits parentaux internes et internationaux » organisée à Aix-en-Provence le 6 mai 2022 par le Laboratoire de droit privé et sciences criminelles d'Aix-Marseille Université.

[34] **« L'exercice de l'autorité parentale à l'égard d'un enfant détenu »** : communication lors du colloque « Enfants, familles et prison » organisé à Lille le 14 avril 2022 par la promotion 2021-2022 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille.

[33] **« Éducation et liberté sexuelles des mineurs »** : introduction et animation du webinaire organisé par la Chaire Enfance et familles le 22 mars 2022 dans le cadre du cycle de conférences « Enfants, adolescents, sexe et sexualité ».

[32] **« La protection de l'enfant face au risque sectaire par le droit civil »** : communication lors de la conférence « L'enfant face aux sectes » organisée à Lille le 11 mars 2022 par la Chaire Enfance et familles.

[31] **« Les atteintes au sexe de l'enfant »** : introduction et animation du webinaire organisé par la Chaire Enfance et familles le 10 février 2022 dans le cadre du cycle de conférences « Enfants, adolescents, sexe et sexualité ».

[30] **« Avant, pendant, après l'audition »** : communication et animation de tables rondes lors de la journée d'étude « L'audition de l'enfant en matière familiale » organisée le 10 décembre 2021 par l'École nationale de la magistrature et l'Institut société et famille de l'Université catholique de Lyon.

[29] **« Entendre l'enfant dans la séparation parentale : comment prendre le temps ? »** : communication lors des journées d'étude « Le temps, la séparation parentale, l'enfant et la justice : entre urgence et prudence » organisées à Nantes les 2 et 3 décembre 2021 par le Conseil interdisciplinaire sur la responsabilité parentale partagée.

[28] **« Les enfants transgenres »** : introduction et animation du webinaire organisé par la Chaire Enfance et familles le 2 décembre 2021 dans le cadre du cycle de conférences « Enfants, adolescents, sexe et sexualité ».

[27] **« Le droit de l'enfant de participer aux décisions le concernant »** : communication lors du colloque « L'enfant, ses droits, sa protection : regards croisés » organisée à Boulogne-sur-Mer le 1er décembre 2021 par l'Université du Littoral Côte d'Opale et le Barreau de Boulogne-sur-Mer.

[26] **« Les violences sexuelles sur les enfants »** : introduction et animation du webinaire organisé par la Chaire Enfance et familles le 21 octobre 2021 dans le cadre du cycle de conférences « Enfants, adolescents, sexe et sexualité ».

[25] **« Les droits de l'enfant à travers l'Europe : évolutions et perspectives »** : communication lors du workshop « Les droits de l'enfant face à la séparation conflictuelles des parents » organisé le 16 juin 2021 par l'Université d'Angers.

[24] **« Accès et participation de l'enfant à la justice familiale en France : limites, paradoxes et préconisations »** : communication lors du colloque « Accès et participation des enfants à la justice », organisé les 20 et 27 mai 2021 par le Laboratoire de recherche interdisciplinaire sur les droits de l'enfant de l'Université d'Ottawa (Canada).

[23] **« La parole de l'enfant dans les instruments juridiques internationaux et européens »** : communication lors du webinaire « La parole de l'enfant au service de ses droits et de son intérêt supérieur », organisé le 19 mai 2021 par la Chaire Enfance et familles, en partenariat avec le Défenseur des droits et l'Institut du droit de la famille et du patrimoine.

[22] **« La parole de l'enfant dans les soins : aspects juridiques »** : communication lors du webinaire « Quelle écoute et quelle parole des enfants dans les soins ? », organisé le 25 mars 2021 dans le cadre du cycle de webinaires sur « La santé des femmes et des enfants : un enjeu majeur pour demain » réalisé par le Centre d'éthique médicale et la Faculté de médecine et de maïeutique de l'Université catholique de Lille.

[21] **« La protection du sexe de l'enfant »** : animation d'une table ronde lors de la conférence « Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies et les droits fondamentaux de l'enfant », organisée à Lille le 13 novembre 2020 par la Chaire Enfance et familles.

[20] **« Autonomie de la volonté et conséquences du divorce à l'égard des enfants »** : communication lors du colloque « L'autonomie de la volonté dans les relations familiales », organisé à Douai les 30 et 31 janvier 2020 par le Centre droit, éthique et procédures de l'Université d'Artois et l'Université de la Calabre.

[19] **« Parole de l'enfant et séparation de ses parents »** : communication lors du colloque « L'enfant dans la séparation parentale », organisé à Paris le 24 janvier 2020 par le Conseil national des associations de protection de l'enfant.

[18] **Rapport de synthèse** du colloque « 30ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant – Réflexions et enjeux », organisé à Lille le 17 janvier 2020 par la Chaire Enfance et familles et le Bureau international catholique de l'enfance.

[17] **« Le cadre juridique et l'application de l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant en France »** : communication et animation de la table ronde sur « La participation de l'enfant » lors du colloque précité « 30ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant – Réflexions et enjeux ».

[16] **« La parole de l'enfant en justice : avant l'audition »** et **« La parole de l'enfant en justice : après l'audition »** : communications lors du colloque international « La parole de l'enfant

en justice », organisé à Bordeaux le 29 novembre 2019 par le Centre européen de recherches en droit des familles, des assurances, des personnes et de la santé de l'Université de Bordeaux.

[15] **« La parole de l'enfant en justice »** : communication et animation d'une table ronde lors du colloque « Anniversaires 30 ans de la CIDE et loi de 1989 », organisé à Paris le 28 novembre 2019 par le Comité de pilotage justice des mineurs du Ministère de la Justice.

[14] **« Pédagogie expérientielle, expérimentation et outils numériques : déploiement et évaluation du projet EPHEMER »** (avec Anthony PIERMATTEO, Léa JARDIN et Maxime PROST) : communication lors du 3ème colloque international de l'Association pour l'utilisation pédagogique des technologies de l'information et de la communication en éducation, organisé à Fribourg (Suisse) du 20 au 22 novembre 2019.

[13] **« L'audition de l'enfant par le JAF : pratiques et préconisations »** : communication lors du colloque « L'évolution du droit de la famille dans les configurations sociétales actuelles », organisé à l'Assemblée nationale le 7 novembre 2019.

[12] **« La participation de l'enfant aux décisions judiciaires qui le concernent au sein de sa famille »** : communication lors du colloque « Respecter les droits de l'enfant, est-ce protéger l'enfant ? », organisé à Roubaix les 17 et 18 octobre 2019 par l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

[11] **« Participation de l'enfant »** : animation d'une table ronde lors de la conférence « Cinq ans d'activité de la Défenseure des enfants », organisée à Lille le 12 septembre 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[10] **« Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales »** : trois communications lors de cette journée d'étude organisée à Lille le 15 mars 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[9] **« L'enfant chez le juge : sa place, le statut de sa parole »** : communication lors du colloque « La parole est à l'enfant », organisé à Rouen le 20 novembre 2018 par l'Association Les Nids.

[8] **« Évaluation du discernement des mineurs par les juges aux affaires familiales »** (avec Maïté BRUNEL et Nathalie PRZYGODZKI-LIONET) : communication lors du 59ème congrès de la société française de psychologie : « Psychologie, santé et société : de la théorie aux applications », organisé à Reims du 5 au 7 septembre 2018.

[7] **« La désignation de l'administrateur ad hoc »** : communication lors de la journée d'étude « La protection et la défense de l'intérêt supérieur de l'enfant par l'administrateur ad hoc », organisée à Lille le 1er décembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, la Fédération nationale des administrateurs ad hoc et l'Association Thémis.

[6] **« La parole de l'enfant dans les procédures familiales le concernant »** : communication lors du colloque « Parole(s) des enfants et droits des enfants XXe – XXIe siècles », organisé à Angers les 22 et 23 novembre 2017 par le programme Enjeu[x] enfance et jeunesse et UNICEF France.

[5] **« Le divorce sans juge et l'intérêt de l'enfant »** : communication lors de la conférence « Le divorce sans juge : une fausse bonne idée ? », organisée à Lille le 14 septembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[4] **« La prise en compte de la parole de l'enfant par la loi du 14 mars 2016 »** : communication lors de la journée d'étude « La loi du 14 mars 2016 : une protection renforcée de l'enfant ? », organisée à Lille le 20 janvier 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[3] **« La parole de l'enfant dans le conflit de ses parents »** : communication lors du colloque international « Lorsque le lien parent-enfant est menacé, quelles collaborations pour les intervenants ? », organisé à Lille du 27 au 30 mai 2015 par la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille et l'Association internationale francophone des intervenants auprès des familles séparées.

[2] **« L'enfant et le médiateur familial »** (avec Alexandre HENNEUSE) : conférence organisée à Douai le 11 mars 2014 par le Centre éthique et procédures de l'Université d'Artois.

[1] **« La parole de l'enfant en justice »** : communication lors du colloque « Enfant, enfance, discernement », organisé à Lille le 10 décembre 2010 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

III.3.2. Coordinations de comités scientifiques et organisations de manifestations scientifiques

[50] **« De l'enfant en danger à l'enfant placé : itinéraire de la parole de l'enfant »**, colloque organisé à Lille le 2 février 2027 par la Chaire Enfance et familles et l'Association CLIA.

[49] **« Violences faites à l'enfance : quelle place pour les enfants dans la société en 2026 ? »**, colloque organisé à Lille le 26 novembre 2026 par la Chaire Enfance et familles.

[48] **« Femmes et violences »** : colloque organisé à Lille le 24 mars 2026 par la promotion 2025-2026 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

[47] **« Délinquance des enfants : quelles responsabilités pour quelles réponses ? »** : colloque organisé à Lille le 27 novembre 2025 par la Chaire Enfance et familles.

[46] **« L'audition de l'enfant en questions, en réponses et en actions »** : colloque organisé à Paris le 20 novembre 2025 par l'Association CLIA et la Chaire Enfance et familles.

[45] **« L'enfant et l'école »** : colloque organisé à Lille le 2 avril 2025 par la promotion 2024-2025 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

« Approche pluridisciplinaire de l'emprise » : cycle de 5 conférences organisé par la Chaire Enfance et familles et le Centre de recherche juridique de l'Université de La Réunion :
[44] **« Définir, repérer, comprendre, accompagner et sanctionner l'emprise »**, 6 mars 2025 ;
[43] **« L'emprise et la santé »**, 23 janvier 2025 ;
[42] **« L'emprise et l'enfant »**, 28 novembre 2024 ;
[41] **« L'emprise et le couple »**, 17 octobre 2024 ;
[40] **« Genèse, définition et mécanismes de l'emprise »**, 19 septembre 2024.

[39] **« Les 35 ans de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant »** : colloque organisé à Roubaix le 20 novembre 2024 par la Chaire Enfance et familles et l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

[38] **« Les enfants victimes de violences intrafamiliales »** : colloque organisé à Lille le 16 avril 2024 par la promotion 2023-2024 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

[37] **« L'auditeur d'enfants : un dispositif garant de l'exercice des droits de l'enfant »** : webinaire organisé le 8 juin 2023 par la Chaire Enfance et familles, en partenariat avec l'Institut du droit de la famille et du patrimoine.

[36] **« Enfants et séparations »** : colloque organisé à Lille le 13 avril 2023 par la promotion 2022-2023 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

[35] **« L'âge en droit des personnes, de la famille et de l'enfance »** : colloque organisé à Lille le 19 janvier 2023 par la Chaire Enfance et familles.

[34] **« Biennales de l'éthique : éthique co-créative des futurs possibles »** : journées d'études organisées à Lille le 27 octobre 2022 par l'Université catholique de Lille.

[33] **« Vulnérabilités et accès aux juges en droit des personnes, de l'enfance et de la famille »** : conférence organisée à Lille le 6 octobre 2022 par la Chaire Enfance et familles.

[32] **« Enfants, familles et prison »** : colloque organisé à Lille le 14 avril 2022 par la promotion 2021-2022 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

« Enfants, adolescents, sexe et sexualité » : cycle de 5 conférences organisé par la Chaire Enfance et familles :
[31] **« Éducation et liberté sexuelles des mineurs »**, 22 mars 2022 ;
[30] **« Les atteintes au sexe de l'enfant »**, 10 février 2022 ;
[29] **« La prostitution des enfants »**, 13 janvier 2022 ;
[28] **« Les enfants transgenres »**, 2 décembre 2021 ;
[27] **« Les violences sexuelles sur les enfants »**, 21 octobre 2021.

[26] **« L'enfant face aux sectes »** : conférence organisée à Lille le 11 mars 2022 par la Chaire Enfance et familles.

[25] **« "Aliénation parentale" : regards croisés »** : colloque organisé à Lille le 28 janvier 2022 par la Chaire Enfance et familles.

[24] **« (R)évolutions de la bioéthique à l'épreuve des droits et de l'intérêt de l'enfant »** : colloque organisé le 16 avril 2021 par la promotion 2020-2021 du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

[23] **« La parole de l'enfant au service de ses droits et de son intérêt supérieur »** : webinaire organisé le 19 mai 2021 par la Chaire Enfance et familles, en partenariat avec le Défenseur des droits et l'Institut du droit de la famille et du patrimoine.

[22] **« Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies et les droits fondamentaux de l'enfant »** : conférence organisée à Lille le 13 novembre 2020 par la Chaire Enfance et familles.

[21] **« 30ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant – Réflexions et enjeux »** : colloque organisé à Lille le 17 janvier 2020 par la Chaire Enfance et familles et le Bureau international catholique de l'enfance.

[20] **« Éviter la traite des mineurs par la prévention »** : conférence organisée à Lille le 13 septembre 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme et l'Association française pour l'histoire de la justice.

[19] **« Cinq ans d'activité de la Défenseure des enfants »** : conférence organisée à Lille le 12 septembre 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits.

[18] **« Procès pénal, médias et opinion publique »** : colloque organisé le 12 avril 2019 par la promotion 2018-2019 du Master 2 Droit de la matière pénale de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit.

[17] **« Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales »** : journée d'étude organisée à Lille le 15 mars 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits, l'École nationale de la magistrature, l'Ordre des avocats du Barreau des Hauts-de-Seine, le laboratoire de recherche ETHICS – EA 7446 de l'Université catholique de Lille, le laboratoire PSITEC – EA 4072 de l'Université de Lille.

[16] **« Vers une criminologie interculturelle ? »** : conférence organisée à Lille le 11 janvier 2019 par l'École de criminologie critique européenne et le Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille.

[15] **« L'accueil des mineurs non accompagnés en France »** : conférence organisée à Lille le 14 décembre 2018 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[14] **« Actualités des droits de l'enfant et de la protection physique et sexuelle du mineur : avancées ou régressions ? »** : conférence organisée à Lille le 12 octobre 2018 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[13] **« Le délaissement parental »** : conférence organisée à Lille le 1er juin 2018 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[12] **« Accouchement dans le secret et adoption : enjeux et réalités »** : conférence organisée à Lille le 8 décembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant.

[11] **« La protection et la défense de l'intérêt supérieur de l'enfant par l'administrateur ad hoc »** : journée d'étude organisée à Lille le 1er décembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, la FENAAH et l'Association Thémis, en partenariat avec l'UDAF 59.

[10] **« Divorce sans juge : une fausse bonne idée ? »** : conférence organisée à Lille le 14 septembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec l'École nationale de la magistrature et l'Ordre des avocats du Barreau de Lille.

[9] **« La loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant : une protection renforcée de l'enfant ? »** : journée d'étude organisée à Lille le 20 janvier 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits, l'Observatoire national de la protection de l'enfance et le Département du Nord.

[8] **« Le rôle du département dans la protection de l'enfance »** : conférence organisée à Lille le 18 novembre 2016 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant et le Département du Nord.

[7] **« Droits et intérêt supérieur de l'enfant migrant »** : conférence organisée à Lille le 11 décembre 2015 par la Chaire « Droits et intérêt supérieur de l'enfant », en partenariat avec ma Faculté de lettres et sciences humaines de l'Université catholique de Lille et le Département du Nord.

[6] **« Les 25 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant »** : journée d'étude organisée à Lille le 10 décembre 2014 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits.

[5] **« Nouvelles familles et protection de l'enfant »** : journée d'étude organisée à Lille le 21 mars 2014 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec la Faculté de lettres et sciences humaines de l'Université catholique de Lille.

[4] **« L'enfant et le médiateur familial »** : conférence organisée à Douai le 11 mars 2014 par le Centre éthique et procédures de l'Université d'Artois.

[3] **« Le rapprochement du droit, de la justice et du pouvoir vers le(s) citoyen(s) »** : journée d'étude organisée à Douai le 29 mars 2013 par l'Association des doctorants Alexis de Tocqueville et le Centre éthique et procédures de l'Université d'Artois.

[2] **« L'intégration du Défenseur des enfants dans le Défenseur des droits : une nouvelle chance pour les droits des enfants ? »** : conférence organisée à Lille le 29 mars 2012 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits.

[1] **« Enfant, enfance, discernement »** : colloque organisé à Lille le 10 décembre 2010 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, en partenariat avec la Faculté de lettres et sciences humaines de l'Université catholique de Lille.

III.3.3. Participations à l'organisation de manifestations scientifiques

[6] **« Écologie : les enfants en première ligne »** : conférence organisée le 9 janvier 2024 par la Chaire Enfance et familles et l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

[5] **« Le rapatriement des enfants français nés en Syrie »** : conférence organisée le 6 janvier 2023 par la Chaire Enfance et familles.

[4] **« Les premières applications du Code de la justice pénale des mineurs »** : colloque organisé le 24 novembre 2021 par la Chaire Enfance et familles.

[3] **« Les enfants et les écrans »** : colloque organisé les 1er et 2 avril 2021 par la Chaire Enfance et familles.

[2] **« Les nouvelles formes du terrorisme à l'épreuve du droit »** : journées d'étude organisées à Douai les 5 et 6 novembre 2015 par l'Association des doctorants Alexis de Tocqueville et le Centre éthique et procédures de l'Université d'Artois.

[1] **« La déontologie des professions judiciaires »** : journée d'étude organisée à Douai le 16 mars 2012 par le Centre éthique et procédures de l'Université d'Artois.

III.4. Participations à des projets de recherche

• **Membre du projet « Production et performance de l'activité de conciliation civile en France : approches quantitatives, qualitatives et expérimentales »** (dir. Matthieu BELAROUCI) : projet de recherche biennal (2020-2022), porté par ETHICS – EA 7446 (Université catholique de Lille), soutenu financièrement par l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (rapport publié en septembre 2022).

• **Membre du projet « Éthique et pédagogie holoptique pour un enseignement en réseau »** (dir. Nicolas VAILLANT et Anthony PIERMATTEO) : programme de recherche triennal (2017-2020), porté par ETHICS – EA 7446 (Université catholique de Lille), financé par le plan d'investissement et d'avenir pour le développement des unités numériques expérimentales (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation), lauréat en 2018 du prix INES (concours innovation numérique de l'enseignement supérieur).

III.5. Participations à des comités de lecture et révisions d'ouvrages et d'articles

• **Révision d'articles :**
- pour la revue ***Enfances, familles, générations*** (2026) ;
- pour la ***Revue des sciences sociales*** (référencée en sociologie et anthropologie) (2026) ;
- pour l'***Annuaire français de relations internationales*** (référencé HCERES en droit) (2021).

• **Révision de l'ouvrage *Children, the Law and the Welfare Principle: European Judicial Perspectives***, Kerry O'HALLORAN, Taylor & Francis (Royaume-Uni), 2024, 290 p.

• **Membre du comité de lecture de la revue *Recherches familiales*** (référencée HCERES en sociologie et en démographie) (2020).

III.6. Participations à des jurys de soutenance de thèse et d'habilitation à diriger des recherches et à des comités de suivi de thèse

• Participations à des jurys de soutenance de thèse et d'HDR :

[4] Jury de soutenance de thèse de Solène CAHEN, **« L'organisation de la protection du mineur et du jeune majeur »**, dir. Anne-Marie LEROYER, soutenue le 9 décembre 2025 à l'Université Paris-Panthéon Sorbonne.

[3] Jury de soutenance d'HDR de Romain LAULIER, **« Le déclin de la notion de préjudice en droit de la responsabilité civile extracontractuelle »**, dir. Florent MASSON, soutenue le 11 décembre 2024 à l'Université polytechnique des Hauts-de-France (présidente).

[2] Jury de soutenance d'HDR d'Alexandre DUMERY, **« Les défis contemporains posés au droit de la responsabilité civile »**, dir. Rodolphe MESA, soutenue le 19 décembre 2023 à l'Université du Littoral Côte d'Opale (rapporteure).

[1] Jury de soutenance d'HDR de Mohamed MAHOUD CHAWKI, **« La protection des mineurs contre la pédopornographie en ligne »**, dir. Philippe BONFILS, soutenue le 22 juin 2023 à l'Université d'Aix-Marseille (présidente).

• Participations à des comités de suivi de thèse :

[2] Membre du comité de suivi de thèse de Jonathan FAES, **« La communauté de soins comme environnement capacitant »**, dir. Jean-Philippe COBBAUT et Grégory AIGUIER, Université polytechnique des Hauts-de-France (depuis 2022).

[1] Membre du comité de suivi de thèse d'Aurélia LAMIROY, **« La notion de personne vulnérable à l'aune des droits fondamentaux »**, dir. Marc NIHOUL et Ioannis PANOUSSIS, Université de Namur (depuis 2019).

III.7. Expertises issues de la recherche

• Participation au groupe du travail du Conseil de l'Europe sur la protection de l'intérêt et des droits de l'enfant dans les procédures de séparation parentale et de placement – Comité européen de coopération juridique & Comité directeur pour les droits de l'enfant (2020-2021) :
- Analyse des instruments juridiques internationaux et européens ;
- Analyse des législations et pratiques des Etats membres ;
- Rédaction et révisions d'un projet d'étude de faisabilité.

• Missions d'expertise auprès du Conseil de l'Europe – Division des droits de l'enfant :
- Rédaction d'un rapport sur « Le pouvoir des relations familiales : faire respecter l'intérêt supérieur de l'enfant en cas de divorce ou de séparation » (novembre 2019) ;
- Rédaction d'une note destinée aux Etats membres sur « La protection de l'intérêt supérieur et des droits de l'enfant dans les séparations parentales conflictuelles » (décembre 2019).

• Auditions dans le cadre de rapports institutionnels ou associatifs et de groupes de travail :
- Audition par la Délégation des droits de l'enfant de l'Assemblée Nationale dans le cadre de la préparation de son rapport *Le discernement des mineurs* (2026) ;
- Audition par le Département du Nord dans le cadre d'un groupe de travail sur la préparation des enfants à leur audition en assistance éducative (2026) ;

- Audition par la Fondation pour l'enfance dans le cadre de la préparation du rapport *Pour un changement de regard sur l'enfant et la redéfinition de sa place dans la société française* (2026) ;

- Interview par l'Association l'Enfant bleu dans le cadre de son libre blanc *23 propositions pour renforcer la protection des enfants victimes de maltraitances* (2023) ;

- Audition par le Département du Nord dans le cadre d'un groupe de travail sur la représentation des enfants par un avocat lors des audiences d'assistance éducative (2023) ;

- Audition par le Défenseur des enfants auprès de la Défenseure des droits dans le cadre de la préparation du rapport *La vie privée : un droit pour l'enfant* (2022).

III.8. Autres activités en lien avec la recherche

• Participations aux instances facultaires et universitaires liées à la recherche :

- **Présidente du jury du prix de thèse de l'Institut catholique de Lille** (depuis 2026) ;

- **Responsable de l'accompagnement individuel des chercheurs** de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (depuis 2025) ;

- **Responsable de la politique doctorale** de l'Institut catholique de Lille (depuis 2023) ;

- **Participation au « chantier recherche »** initié par le Président-Recteur de l'Université catholique de Lille : animation du groupe thématique « politique doctorale » (2022) ;

- **Membre de la Commission Recherche** de l'Université catholique de Lille (2017-2024) ;

- **Assesseur en charge de la recherche** auprès du Doyen de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2019-2021) ;

- **Membre du Conseil scientifique** de l'Institut catholique de Lille (2019-2021) ;

- **Membre du Conseil scientifique** de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : membre élu représentant le collège des assistants doctorants (2011-2014).

- **Participation au « chantier recherche »** initié par le Président-Recteur de l'Université catholique de Lille : représentation des doctorants de l'Institut catholique de Lille (2012-2013).

• Participations à l'organisation et au fonctionnement du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille :

- **Membre du Conseil scientifique** du C3RD (depuis 2019).

- **Responsable de l'équipe « Vulnérabilités »** du C3RD (2016-2019).

- **Création du prix C3RD** récompensant le meilleur mémoire de recherche sur les relations entre les risques et le droit (2018) et **coordination du jury** (2019).

- **Membre de l'équipe « Risques, discrimination et vulnérabilités »** du C3RD (2012-2014) ;

• Participations à des réseaux et associations en lien avec les activités de recherche :

- **Présidente du Conseil scientifique de l'Observatoire national de la protection de l'enfance** (depuis 2023) ;

- **Membre du Conseil scientifique de l'Observatoire national de la protection de l'enfance** (depuis 2022) ;

- **Membre du Conseil scientifique de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance** du département du Nord (depuis 2021) ;

- **Membre du jury du prix de thèse en droit des personnes et de la famille** décerné par l'Association française des docteurs en droit et les éditions Lexisnexis (2022) ;

- **Membre du jury du prix « Françoise Tétard »** récompensant le meilleur mémoire de recherche en Histoire de l'éducation spécialisée / de l'éducation populaire, l'Association pour l'histoire de la protection judiciaire des mineurs (2016-2019) ;

- **Membre de l'Association des doctorants Alexis de Tocqueville** de la Faculté de droit de l'Université d'Artois (2013-2015) ;

- **Membre de l'Association régionale des jeunes chercheurs en sciences juridiques, politiques et de gestion** (2010-2014).

• **Travaux à destination du grand public** :

- **« L'Éducation nationale a un rôle à jouer pour sensibiliser les enfants à leurs droits »** : entretien pour la revue juridique *Droit de la famille* n° 3, mars 2025, entretien 6.
- **« Le recueil de la parole de l'enfant »** : podcast réalisé par des auditeurs de justice de l'École nationale de la magistrature, 9 mai 2022 ;
- **« Confinement : que faire pour les enfants en résidence partagée ? »** : participation à la rédaction de l'article de Michel Grangeat publié dans *The Conversation*, 1er avril 2020 ;
- **« Soutenons par la loi le développement de la résidence alternée »** : coauteur de la tribune publiée dans *Le Monde* le 12 mars 2019 ;
- **« Réforme du divorce par consentement mutuel : quelle place pour les enfants ? »** : participation à l'émission Forum sur la radio RCF, 21 mars 2017 ;
- **« L'audition des enfants devant le juge »** : participation à l'émission « Angle droit » sur la radio *Amicus curiae*, 27 février 2017.

IV. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

IV.1. Responsabilités pédagogiques

IV.1.1. Conceptions de programmes pédagogiques et directions de formations

• **Master 1 Droit privé et sciences criminelles – Spécialité Droit de l'enfance et de la famille**, Faculté de droit l'Université catholique de Lille : direction de la formation (depuis 2022).

• **Diplôme universitaire Auditeur d'enfants**, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : création et direction de la formation avec Anne Marion DE CAYEUX (depuis 2021).

• **Master 2 Droit de l'enfance et de la famille**, Faculté de droit l'Université catholique de Lille : création et direction de la formation (depuis 2020).

• **Diplôme universitaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant**, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : direction de la formation (2016-2021) et conception du programme pédagogique pour la 2ème accréditation de la formation (2017-2018).

IV.1.2. Codirections de formations

• **Master 1 Droit privé et sciences criminelles**, Faculté de droit l'Université catholique de Lille : codirection avec Alice FRETIN (2018-2022).

• **Master 2 Droit de la matière pénale**, Faculté de droit l'Université catholique de Lille : codirection avec Alice FRETIN (2018-2019).

IV.2. Enseignements

IV.2.1. Cours magistraux et travaux encadrés

• **Droit des personnes, de la famille et de l'enfant** :

- Cours sur les **droits de l'enfant**, Diplôme universitaire Auditeur d'enfants, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (depuis 2021) ;
- Cours de **droit de la famille**, École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (depuis 2018) ;
- Cours d'initiation au **droit civil des personnes et de la famille**, Diplôme d'État d'assistant de service social, École des sciences de la société de l'Université catholique de Lille (2023-2026) ;
- Cours d'initiation aux **droits fondamentaux de l'enfant**, Diplôme d'État d'assistant de service social, École des sciences de la société de l'Université catholique de Lille (2021-2026).
- Cours de **droit des mineurs et des majeurs protégés**, Master 1 Droit de l'enfance et de la famille, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2025) ;
- Cours sur la **représentation légale de l'enfant mineur**, Diplôme universitaire Expertises médico-légales de l'enfant et de l'adolescent, Université Paris-Panthéon Sorbonne (2024-2025) ;
- Cours de **droit des personnes protégées**, Master 1 Droit et pratique du notariat, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2023-2025) ;
- Cours de **droits et protection juridique des personnes** en Licence 2 Sciences sanitaires et sociales, Institut universitaire santé social de l'Université catholique de Lille (2018-2025) ;
- Cours de **droit de la filiation et de l'autorité parentale**, École de puéricultrices, Institut de formation à la santé de Lille (depuis 2009-2024) ;
- Cours sur l'**autorité parentale**, Master 2 Droit de l'enfance et de la famille, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2020-2021) ;
- Cours de **droit des personnes vulnérables** en Master 1 Droit et gestion de patrimoine, Faculté de droit et Faculté de gestion, économie et de sciences de l'Université catholique de Lille (2017-2022) ;
- Cours sur les **droits de l'enfant** et la **justice des mineurs**, Diplôme universitaire Droits et intérêt supérieur de l'enfant, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2015-2021) ;
- Cours de **droits de l'enfant** en Licence 2 Droit et culture juridique, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2016-2020) ;
- Travaux dirigés, conférences de méthodologie et tutorat de **droit de la famille** en Licence 1 Droit, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2008-2015) ;
- Travaux dirigés, conférences de méthodologie et tutorat d'**introduction au droit privé et droit des personnes** en Licence 1 Droit, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2008-2015) ;
- Cours de **droit de la minorité**, École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (2011 et 2012) ;
- Travaux dirigés d'**introduction au droit privé et droit des personnes**, 1ère année du cycle Bachelor, IESEG School of management Paris (2010).

• **Droit pénal** :

- Cours d'initiation au **droit pénal**, Diplôme d'État d'assistant de service social, École des sciences de la société de l'Université catholique de Lille (2023-2026).
- Cours d'initiation au **droit pénal** en Licence 2 Sciences sanitaires et sociales, Institut universitaire santé social de l'Université catholique de Lille (2018-2025) ;
- Cours de **droit pénal général** et encadrement de l'équipe pédagogique en Licence 2, Faculté de droit de l'Université d'Artois (2020-2023) ;

- Cours de **droit pénal des affaires** en Master 1 Droit privé, Faculté de droit de l'Université d'Artois (2016-2019) ;
- Cours de **droit pénal général** et encadrement de l'équipe pédagogique en Licence 2 Droit et science politique, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2014-2019) ;
- Cours de **droit pénal des biens et des affaires**, Master 2 Juriste d'entreprise, Faculté de droit de l'Université d'Artois et Supccis d'Agadir (2018) ;
- Travaux dirigés de **droit pénal général** en Licence 2 Droit et culture juridique et en Licence 2 Droit et science politique, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2010-2017) ;
- Cours d'initiation au **droit pénal** en Licence 3 Business law & management, EDHEC Business school et Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2013-2017) ;
- Cours d'**introduction aux fondamentaux du droit pénal**, École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (2011 et 2012).

• **Procédures pénale et civile** :
- Cours de **procédure pénale** en Licence 3 Droit et culture juridique et en Licence 3 européenne de droit, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2016-2018) ;
- Cours de **procédure pénale** en Licence 2 Droit et science politique et Licence 2 Droit comptable et financier, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2013-2017) ;
- Cours de **procédure civile** en Licence 2 Droit et science politique et Licence 2 Droit comptable et financier, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2013-2017) ;
- Cours d'initiation à la **procédure civile** en Licence 1 Droit, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2014-2017).

IV.2.2. Formations des professionnels

• **« Le discernement et le consentement de l'enfant mineur »** : formations auprès des avocats du Barreau de Limoges (2026).

• **« L'inceste : une maltraitance spécifique »** : formation auprès de professionnels de la protection de l'enfance organisée par l'Association des Docteurs Bru (2026).

• **« Recueillir la parole de l'enfant victime d'infractions »** : formation auprès d'administrateurs *ad hoc* (2026), des avocats du Barreau d'Amiens (2023) et auprès des personnels de l'Éducation nationale du Pas-de-Calais (2020).

• **« Autorité parentale et protection de l'enfance »** : formation auprès de professionnels de la protection de l'enfance organisées par IdéalCo (2025).

• **« Fondements, principes, évolutions législatives et éléments de droit comparé sur la parole de l'enfant en justice »** : interventions au sein de la session de formation continue de l'École nationale de la magistrature sur « La parole de l'enfant en justice » (2017-2024).

• **« Participation et audition des enfants »** : formations auprès des avocats des Barreaux de Limoges (2025 et 2026), Bordeaux (2026), Amiens (2022) et auprès des médiateurs familiaux de l'Établissement public départemental de l'enfance et de la famille du Pas-de-Calais (2022).

• **« Violences intrafamiliales, autorité parentale et protection des enfants : les apports de la loi du 28 décembre 2019 et de la loi du 18 mars 2024 »** : formation auprès des magistrats du ressort de la cour d'appel de Versailles (2024).

• **« Être travailleur social en protection de l'enfance »** : formations auprès de professionnels de la protection de l'enfance organisées par le Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert (2024).

• **« L'audition de l'enfant par le juge aux affaires familiales »** : formations auprès des magistrats du ressort de la cour d'appel d'Amiens (2024), auprès des coordinateurs de formation de l'École nationale de la magistrature et des magistrats du ressort de la cour d'appel de Bordeaux (2021), auprès des magistrats et des avocats du ressort des cours d'appel de Lyon (2021), de Chambéry (2020) et de Rennes (2019).

• **« Radicalisation des mineurs et droits de l'enfant »** : formation auprès de professionnels de la protection de la jeunesse organisée par le Centre de ressources pour la prévention des radicalités sociales (2020)

• **« Discernement et intérêt supérieur de l'enfant »** : interventions au sein de la formation continue des avocats organisée par l'Institut du droit de la famille et du patrimoine sur le thème « Pour le recueil de la parole de l'enfant dans le respect de ses droits » (2019-2020).

• **« Le secret professionnel : principes et limites »** : formation auprès de professionnels de santé organisée par le Comité d'éthique du Centre hospitalier de Valenciennes (2011).

• **« Le secret professionnel dans la pratique d'un établissement médico-social »** : formation auprès des professionnels de l'Institut médico-éducatif de Le Cateau-Cambrésis (2009-2010).

IV.3. Directions de mémoires de recherche et participations à des jurys de soutenance

IV.3.1. Directions de mémoires de recherche d'étudiants de Master 2 de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille

[30] **« La fratrie et le droit »**, rédigé en 2026-2027 par Maylis LECLERCQ (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[29] **« Le beau-parent de l'enfant mineur et le droit »**, rédigé en 2026-2027 par Bertille COUTIN (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[28] **« La notion de famille en droit français »**, rédigé en 2025-2026 par Lilou BONEL (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[27] **« Divorces amiables et parole de l'enfant »**, rédigé en 2025-2026 par Castille MOLET (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[26] **« Exercice de l'autorité parentale et détention d'un parent »**, rédigé en 2025-2026 par Kineme AKTEPE (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[25] **« Les femmes détenues »**, soutenu en 2025 par Anna MUSAL (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[24] **« Les droits fondamentaux de l'enfant victime d'emprise et la séparation parentale »**, soutenu en 2025 par Noémie GUILLEMOT (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[23] **« Le retrait de l'autorité parentale ou de son exercice »**, soutenu en 2025 par Axelle DUMONT (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[22] **« Infraction commise par un mineur et responsabilités de ses parents en matière pénale »**, soutenu en 2024 par Mathilde VERGNIER (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[21] **« La protection de l'enfant face à l'inceste »**, soutenu en 2024 par Maëlle DUMARTIN (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[20] **« La fratrie et le droit »**, soutenu en 2023 par Lana GILLIAND (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[19] **« L'emprise et les infractions sexuelles »**, soutenu en 2022 par Anastasia CONROUX (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille), 1er prix du mémoire C3RD 2023.

[18] **« La création d'un statut juridique spécifique au beau-parent : enjeux et risques au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant »**, soutenu en 2022 par Mathilde JENOUVRIER (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[17] **« L'enfant et les décisions médicales qui le concernent »**, soutenu en 2022 par Eva LIENHART (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[16] **« Le régime pénal applicable aux infractions sexuelles sur mineurs : entre volonté de protection et surinvestissement législatif »**, soutenu en 2021 par Florine FELOT (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[15] **« L'aliénation parentale et le juge »**, soutenu en 2021 par Anne-Charlotte SOYER (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[14] **« La place de la parole de l'enfant dans les séparations parentales »**, soutenu en 2021 par Laura SERVANT (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille).

[13] **« Instrumentalisation de l'enfant mineur et convictions philosophiques de ses parents »**, soutenu en 2019 par Marion ROUSSEAUX (Master 2 Droit de la matière pénale).

[12] **« Les violences conjugales »**, rédigé en 2019 par Alexandra DELARUE (Master 2 Droit de la matière pénale).

[11] **« Le mineur et la prostitution »**, rédigé en 2019 par Elisa DESHAYS (Master 2 Droit de la matière pénale).

[10] **« Le discernement en droit pénal des mineurs »**, rédigé en 2019 par Alice MONSAINT (Master 2 Droit de la matière pénale).

[9] **« Les mineurs auteurs d'infractions sexuelles »**, rédigé en 2019 par Mélissa DAUBERSIES (Master 2 Droit de la matière pénale).

[8] **« Les sanctions éducatives en droit pénal des mineurs »**, soutenu en 2018 par Charlotte BOUDIGOU (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

[7] **« La parole de l'enfant dans le procès civil – Enjeux et risques »**, soutenu en 2018 par Camille OUSTELANDT (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), 2ème prix du mémoire C3RD 2019.

[6] **« La place de l'intérêt supérieur de l'enfant dans l'établissement de sa filiation »**, soutenu en 2018 par Annabelle OBRY (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

[5] **« La gestation pour le compte d'autrui et l'intérêt supérieur de l'enfant au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme »**, soutenu en 2017 par Aline OBJOIT (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

[4] **« La réforme du divorce par consentement mutuel et l'intérêt de l'enfant »**, soutenu en 2017 par Alice CORNILLE (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

[3] **« La prohibition de la privation de liberté des mineurs non accompagnés par le droit international et européen des droits de l'Homme »**, soutenu en 2017 par Léa JARDIN (Master 2 Droits de l'Homme, sécurité et développement).

[2] **« Le troisième protocole facultatif à la Convention internationale des droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications individuelles »**, soutenu en 2014 par Pierre-Yves ROSSET (Master 2 Droits de l'Homme, sécurité et développement).

[1] **« La parole de l'enfant en justice »**, soutenu en 2014 par Marine FAIRIER (Master 2 Droit de la matière pénale).

IV.3.2. Participation à des jurys de soutenance de mémoires de recherche d'étudiants de Master 2 de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille

[7] **« La circoncision rituelle et l'intégrité corporelle de l'enfant »**, soutenu en 2021 par Sixtine DESMAREZ (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille), dir. Alice FRETIN.

[6] **« Minorité et sexualité : une législation à (re)construire à l'égard de la grossesse chez les mineurs »**, soutenu en 2021 par Marie ERBANI (Master 2 Droit de l'enfance et de la famille), dir. Alice FRETIN.

[5] **« La parole de l'enfant dans le cadre de la procédure de séparation de ses parents »**, soutenu en 2019 par Philippine WATTEZ-BOUQUET (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), dir. Caroline VENDEVILLE.

[4] **« L'enfant victime dans le procès pénal »**, soutenu en 2016 par Erika FITTE (Master 2 Droit de la matière pénale), dir. Frédéric ARCHER.

[3] **« Le respect de l'intérêt de l'enfant par le juge civil français »**, soutenu en 2016 par Marion CHERMETTE (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), dir. Caroline VENDEVILLE.

[2] **« La protection du mineur en danger à travers le rôle du juge des enfants »**, soutenu en 2014 par Adrien DELBIAUSSE (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), dir. Caroline VENDEVILLE.

[1] **« Enquête préliminaire et enquête de flagrance »**, soutenu en 2013 par Marie-Laure BOURDON, Master 2 Professions juridiques administratives, dir. Dorothée BOURGAULT-COUDEVYLLE.

IV.3.3. Directions de mémoires d'éducateurs stagiaires de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse

[2] **« La préparation des mineurs à leur prise de parole en audience par l'éducateur PJJ : la prise en considération de leurs opinions »**, soutenu en 2024 par Océane LATTE.

[1] **« Favoriser la collaboration parents – enfants : l'accompagnement éducatif dans la restauration des liens familiaux »**, soutenu en 2024 par Chafik ASSANI.

IV.4. Organisations et animations de séminaires

• **Séminaires de sensibilisation des étudiants à la recherche** :

- Direction du **séminaire de recherche thématique personnelle** en Master 1 Droit privé et sciences criminelles – Spécialité Droit de l'enfance et de la famille : méthodologie de la recherche et construction d'une bibliographie (2022).
- Direction du **séminaire « Enfance, familles et vulnérabilités »** en Master 2 Droit de l'enfance et de la famille, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : encadrement de l'organisation par les étudiants du colloque « (R)évolutions de la bioéthique à l'épreuve des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant » (2020-2021) et du colloque « Enfants, familles, prisons » (2021-2022) ;
- Direction du **séminaire « Société et risque pénal »** en Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : encadrement de l'organisation par les étudiants du colloque « Procès pénal, médias et opinion publique » (2018-2019) ;
- Direction du **séminaire de recherche appliquée en droit pénal** en Master 1 Droit privé et sciences criminelles, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : méthodologie de la recherche et encadrement de mémoires de recherche portant sur « La famille en droit pénal », « L'euthanasie », « Le consentement en droit pénal », « La cybercriminalité », « Les mineurs auteurs d'infractions sexuelles » (2018-2019).

• **Séminaires « Droit en action »** :

- Organisation d'**audiences simulées devant le juge aux affaires familiales, le juge des enfants et le tribunal pour enfants** en Master 2 Droit de l'enfance et de la famille, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2020-2024) ;
- Organisation d'**audiences simulées devant le tribunal correctionnel** en Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2018-2019) ;
- Organisation de **médiations pénales simulées** en Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille, avec l'association France victimes (2018-2019).

• **Séminaires « Voyage apprenant »** :

- Organisation de visites et conférences à la **maison d'arrêt de Sequedin** et à l'**établissement pénitentiaire pour mineurs de Quiévrechain**, destinées aux étudiants du Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2018-2019) ;

- Organisation de visites et conférences à la **Cour pénale internationale** et au **Tribunal spécial des Nations Unies pour le Liban**, destinées aux étudiants du Master 2 Droit de la matière pénale et du Master 2 Droits de l'homme, sécurité et développement, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2018-2019).

• **Autres séminaires** :

- Direction d'un séminaire portant sur la **réalisation de podcasts** par les étudiants du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : « Les droits procéduraux de l'enfant », « L'enfant et les séparations parentales conflictuelles », « La médiation familiale », « L'enfant et les violences conjugales », « L'autorité parentale pendant la crise sanitaire » (2020-2021) ;

- Codirection avec Nathanaël FLORIN du séminaire portant sur la **réalisation d'une bande dessinée** par les étudiants du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille, Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : « Les droits de l'enfant expliqués aux enfants » (2021-2022).

IV.5. Autres activités en lien avec la pédagogie

• **Membre du jury de spécialisation « droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine »**, Conseil national des Barreaux (2025 et 2026).

• **Membre d'honneur de LANAE – Association nationale des auditeurs d'enfants** composée des diplômés du Diplôme universitaire Auditeur d'enfants de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (depuis 2022).

• **Présidente d'honneur d'HESTIA – Association des étudiants du Master 2 Droit de l'enfance et de la famille** de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (depuis 2020).

• **Organisation et participation aux épreuves simulées de « grand oral » d'admission au CRFPA** organisées au sein de la Faculté de droit l'Université catholique de Lille (2011-2019).

V. AUTRES ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES

• **Direction et membre de comités de recrutement** au sein de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille : recrutements de maîtres de conférences, maîtres assistants, assistants-doctorants, assistants de recherche (depuis 2016).

• **Membre élu du Conseil universitaire et du Conseil supérieur** de l'Université catholique de Lille (2021-2024).

• **Création et pilotage de la cellule « Violences, harcèlements, discriminations »** au sein de l'Institut catholique de Lille (2018-2020).

• **Participation à la création de l'École de criminologie critique européenne**, Faculté de droit l'Université catholique de Lille (2018-2019).

• **Membre de la commission de spécialistes** de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille (2017-2019).

• **Participation à la leçon après préparation libre de 24 heures** du concours national d'agrégation en droit privé et sciences criminelles :
- Équipe de Nicolas BORGA (2010-2011) ;
- Équipe de Nicolas LEBLOND (2010-2011).